

Stratégies de diversification économique en Algérie : Le modèle indonésien comme exemple

Belkacem GRAINE

Doctorant en Sciences Politiques (Faculté de Droit et de Sciences Politiques)
Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou

Date de réception : 08.04..2025 / date d'acceptation : 25.06.2025

Résumé :

Cet article compare les trajectoires économiques de l'Algérie et de l'Indonésie, deux pays riches en ressources naturelles, mais aux choix politiques divergents. L'Indonésie a réussi à diversifier son économie grâce à une stratégie progressive intégrant industrialisation, politique d'exportation, zones économiques spéciales, soutien à l'innovation et modernisation agricole. L'Algérie, en revanche, reste dépendante des hydrocarbures malgré des initiatives répétées. L'expérience indonésienne offre des pistes concrètes pour guider la transformation économique de l'Algérie à travers une approche adaptée à son contexte national.

Mots clefs :

Algérie – Indonésie - diversification – industrialisation - réforme

Economic diversification strategies in Algeria: The Indonesian model as an example

Belkacem GRAINE

Summary:

This article presents a comparative analysis of Algeria and Indonesia, two resource-rich nations with diverging economic paths. Indonesia has successfully diversified its economy through a gradual strategy combining industrialization, export promotion, special economic zones, innovation support, and agricultural modernization. Algeria, despite repeated efforts, remains heavily reliant on hydrocarbons. The Indonesian experience offers valuable lessons for Algeria, advocating for a cohesive, flexible, and context-specific strategy for structural transformation.

*- belkacemg.15@ hotmail.fr

Key Words:

Algeria – Indonesia - diversification, industrialization, reforms

استراتيجيات التنويع الاقتصادي في الجزائر: النموذج الإندونيسي

قراين بلقاسم

الملخص:

يُقدّم هذا المقال تحليلاً مقارناً بين الجزائر وإندونيسيا، وهما دولتان غنيتان بالموارد الطبيعية لكن مساراتهما الاقتصادية مختلفة. فقد نجحت إندونيسيا في تنويع اقتصادها من خلال استراتيجية تدريجية تمزج بين التصنيع، وتشجيع الصادرات، والمناطق الاقتصادية الخاصة، ودعم الابتكار، وتحديث القطاع الزراعي. أما الجزائر، فرغم المحاولات المتكررة، لا تزال تعتمد بشكل كبير على المحروقات. وتقدّم التجربة الإندونيسية دروساً قيّمة للجزائر، داعية إلى اعتماد استراتيجية شاملة، مرنة، ومتلائمة مع السياق الخاص لتحقيق التحول الهيكلي.

الكلمات الدالة:

التنويع، التصنيع، إندونيسيا، الجزائر، الإصلاحات

Introduction :

Face aux défis posés par la dépendance aux ressources naturelles, de nombreux pays cherchent à diversifier leur économie afin de renforcer leur résilience et assurer une croissance durable. L'Algérie, bien que dotée de richesses considérables en hydrocarbures, peine à enclencher une transformation économique profonde. À l'inverse, l'Indonésie a progressivement mis en place une stratégie de diversification efficace, combinant industrialisation, développement agricole, soutien à l'innovation et ouverture à l'investissement étranger. Cette étude propose d'analyser les principales politiques indonésiennes en matière de diversification et d'en tirer des enseignements concrets et adaptables au contexte algérien.

I. Analyse Comparative entre l'Algérie et l'Indonésie

L'Algérie et l'Indonésie, bien que situées à des milliers de kilomètres l'une de l'autre, présentent des profils économiques similaires sur plusieurs aspects

fondamentaux. Toutes deux sont des pays riches en ressources naturelles, dotés d'une population jeune, et longtemps caractérisés par une économie fondée sur la rente pétrolière. Toutefois, malgré ces similitudes, leurs trajectoires de développement économique divergent de manière significative, notamment en matière de diversification, d'intégration économique internationale et de climat des affaires. Cette étude comparative met en lumière ces dynamiques contrastées afin d'en dégager des leçons utiles, notamment pour l'Algérie, en quête de transformation structurelle.

D'abord, les deux pays ont construit leur modèle économique sur l'exploitation de ressources naturelles abondantes. L'Algérie dispose de vastes réserves de pétrole et de gaz naturel, qui représentent près de 95 % de ses exportations et environ 60 % de ses revenus budgétaires¹. De son côté, l'Indonésie, bien qu'ayant vu sa production pétrolière décliner, reste un acteur majeur de l'extraction de charbon et de l'exportation d'huile de palme, ce qui lui permet de conserver un rôle stratégique dans le commerce mondial des ressources naturelles². Cette dépendance historique aux ressources naturelles a conduit à l'émergence d'un modèle économique rentier dans les deux pays, où l'État occupe une place centrale dans la redistribution des revenus issus des hydrocarbures.

Ainsi, tant l'Algérie que l'Indonésie ont adopté un système économique fondé sur la rente après leurs indépendances. En Algérie, la société nationale Sonatrach demeure le pilier du secteur énergétique et un acteur économique de premier plan. Malgré les efforts de réforme, cette dépendance persiste et entrave la diversification³. Pour sa part, l'Indonésie, bien que longtemps catalogué comme État rentier, a réussi à prendre des mesures pour réduire son attachement au pétrole après la crise asiatique de 1997, minimisant fortement sa dépendance envers ses exportations de matières premières.

Un autre point commun notable entre les deux pays réside dans la structure démographique. L'Algérie et l'Indonésie possèdent une population relativement jeune, avec une moyenne d'âge respective de 28⁴ et 30 ans⁵. Cette jeunesse représente un double enjeu économique. D'une part, elle constitue un atout majeur en apportant une force de travail dynamique, innovante et adaptable aux nouvelles technologies, stimulant ainsi la croissance et la compétitivité. Une jeunesse éduquée et employée contribue positivement au PIB et réduit la dépendance aux aides sociales. D'autre part, elle peut aussi représenter un défi si elle n'est pas correctement intégrée. Un taux de chômage élevé chez les jeunes engendre des coûts sociaux importants, une perte de productivité et un risque de

tensions sociales, compromettant ainsi la stabilité et le développement économique du pays.

Toutefois, au-delà de ces similitudes fondamentales, les trajectoires économiques des deux pays se distinguent de manière frappante. L'un des écarts les plus significatifs concerne leur capacité à diversifier leur économie. L'Indonésie a opéré, dès les années 1980, un virage stratégique vers l'industrialisation et les services. Grâce à des politiques favorables à l'investissement étranger et à l'exportation de produits manufacturés, elle a su développer des secteurs compétitifs dans des domaines variés tels que l'automobile, l'électronique, le textile ou encore l'agriculture transformée⁶. Cette stratégie a permis de réduire progressivement la part des hydrocarbures dans le PIB national et d'améliorer la résilience économique du pays face aux fluctuations des cours mondiaux. À l'inverse, l'Algérie a éprouvé de grandes difficultés à mettre en place une stratégie cohérente de diversification. Même si discours politiques insistent depuis plusieurs décennies sur la nécessité de diversifier l'économie, les résultats concrets sont modestes. En 2024, les exportations hors hydrocarbures représentaient moins de 10 % des exportations totales du pays⁷. Bien qu'en progression, cette faiblesse s'explique en grande partie par des politiques industrielles mal articulées, fortement dépendantes des revenus pétroliers, ainsi que par une administration lourde et peu réactive.

Le niveau d'industrialisation constitue un autre facteur de divergence. En Indonésie, les réformes économiques menées à partir des années 1990 ont permis de bâtir un tissu industriel relativement dense et diversifié lui permettant d'exporter des produits manufacturés, tels que des équipements électroniques, des pièces automobiles ou des produits textiles. Cette montée en puissance industrielle est le fruit d'une politique volontariste d'intégration dans les chaînes de valeur mondiales, accompagnée d'incitations fiscales ciblées pour attirer les investissements directs étrangers. En revanche, l'industrie algérienne reste faible et dominée par le secteur extractif. L'absence de compétitivité, le déficit d'innovation et la dépendance excessive aux importations de biens intermédiaires constituent des obstacles majeurs à l'émergence d'une industrie de transformation. Malgré plusieurs plans de relance industrielle, l'Algérie n'a pas encore réussi à générer une dynamique suffisante pour faire décoller son secteur secondaire⁸.

L'intégration dans l'économie mondiale et l'attractivité pour les investisseurs constituent également un point de rupture entre les deux pays. L'Indonésie a su tirer profit de sa position géographique stratégique en Asie du Sud-Est, en rejoignant des blocs économiques régionaux et en multipliant les

accords de libre-échange. Elle est aujourd'hui membre du G20 et attire de nombreuses entreprises multinationales grâce à un environnement macroéconomique stable, une population importante et un marché en croissance⁹.

En comparaison, l'Algérie, bien qu'elle dispose d'importantes ressources naturelles, reste en marge des dynamiques de la mondialisation. Son insertion dans l'économie mondiale est freinée par un climat des affaires peu attractif, souvent classé parmi les moins favorables à l'échelle internationale. Cette situation s'explique notamment par des lourdeurs administratives qui compliquent la création et la gestion d'entreprises, une instabilité réglementaire qui décourage les initiatives, ainsi qu'une corruption longtemps enracinée dans les institutions publiques. Ces obstacles structurels freinent l'initiative privée et entravent l'émergence d'un tissu économique diversifié et compétitif. Par ailleurs, les investissements directs étrangers (IDE), qui pourraient représenter un levier de croissance et de transfert de savoir-faire, demeurent limités. Lorsqu'ils existent, ces IDE se concentrent presque exclusivement dans le secteur des hydrocarbures, révélant une dépendance persistante à cette rente et une faible diversification économique.

II- Analyse des principales mesures adoptées pour la diversification économique indonésienne

Contrairement à la période Suharto où les politiques économiques oscillaient entre ouverture radicale et protectionnisme strict, l'approche post-crise asiatique a cherché à combiner ces stratégies de manière pragmatique et séquentielle. Cette hybridation s'inspire partiellement du modèle est-asiatique, notamment coréen et taïwanais, tout en l'adaptant aux spécificités indonésiennes. La stratégie de diversification économique de l'Indonésie (post crise asiatique de 1997) repose sur un ensemble de mesures diverses mais complémentaires. Cette transition d'une économie rentière vers une économie diversifiée s'est caractérisée par une séquence d'interventions évolutives plutôt que par un grand plan directeur immuable¹⁰. Cette flexibilité a permis d'ajuster les politiques en fonction des résultats obtenus et des changements dans l'environnement international.

1- Industrialisation par substitution aux importations et valorisation des exportations

Une des premières mesure prise par le gouvernement indonésien pour diversifier son économie fut l'industrialisation par substitution aux importations

(ISI), qui vise à développer des capacités industrielles locales pour réduire la dépendance aux importations. Le programme TKDN (Tingkat Komponen Dalam Negeri - Niveau de contenu local) constitue l'épine dorsale moderne de cette stratégie, avec des exigences de contenu local qui ont progressivement augmenté de 20% en moyenne en 2009 à plus de 40% en 2019 dans les secteurs prioritaires¹¹. Cette politique a été particulièrement visible dans les secteurs des télécommunications, de l'électronique grand public et de l'automobile.

Néanmoins, contrairement aux premières expériences d'ISI en Amérique latine ou en Inde, l'approche indonésienne contemporaine intègre des mécanismes de promotion de la compétitivité et des échéanciers de libéralisation progressive, évitant ainsi la création d'industries perpétuellement inefficaces¹². Cette dimension temporelle, avec des protections qui diminuent progressivement, distingue l'approche indonésienne des modèles ISI classiques.

Parallèlement, le gouvernement met en avant ses exportations en se reposant sur une approche hybride combinant donc un protectionnisme sélectif (via les restrictions à l'importation de biens intermédiaires) avec des incitations à l'exportation dans des secteurs ciblés¹³. Cette politique de promotion des exportations se distingue par son approche sélective, visant explicitement des produits à avantage comparatif latent plutôt que statique¹⁴. Par ailleurs, cette sélectivité est illustrée par les "champions à l'exportation" identifiés dans le Plan national de développement à moyen terme 2020-2024, qui incluent l'électronique, les produits pharmaceutiques, les aliments transformés et les meubles¹⁵. Ce cadre stratégique reflète une volonté d'optimiser le potentiel économique du pays tout en s'adaptant aux exigences du commerce mondial. En ciblant des secteurs spécifiques et en favorisant la transformation locale des ressources, l'Indonésie cherche à maximiser la valeur ajoutée de ses exportations et à réduire sa dépendance aux importations.

Signalons que cette démarche a réussi grâce notamment à l'utilisation stratégique de sa réglementation minière pour développer des industries en aval. La loi minière de 2009, renforcée par des amendements en 2020, interdit l'exportation de minerais non transformés¹⁶, ce qui a conduit à la création de plus de 19 fonderies de nickel entre 2014 et 2022, transformant l'Indonésie d'exportateur de matières premières en producteur majeur d'acier inoxydable et de composants pour batteries. Cette stratégie de valorisation des exportations s'est étendue au-delà des minerais pour inclure d'autres ressources naturelles comme le cacao, le café et le caoutchouc, avec des incitations fiscales progressives selon le degré de transformation¹⁷. Par exemple, les exportateurs de

fèves de cacao transformées bénéficient d'un taux d'imposition inférieur de 5 à 15% à celui appliqué aux exportateurs de fèves brutes¹⁸.

2- Création des zones économiques spéciales

Un autre volet porte sur Création des zones économiques spéciales (ZES). L'Indonésie compte actuellement environ 20 ZES, dont la moitié est dédiée à l'industrie manufacturière. Ces zones jouent un rôle central dans la stratégie économique indonésienne pour attirer les investissements étrangers et stimuler le développement régional. Elles ont comme avantages de faciliter la fiscalité en proposant des exemptions sur les biens importés nécessaires à la production et d'aménager la TVA et les abattements fiscaux pour renforcer la compétitivité¹⁹. Elles permettent également d'attirer les investissements dans des régions moins développées comme la Papouasie occidentale. Par exemple, la ZES de Sorong devrait créer des emplois dans des secteurs tels que le nickel, l'huile de palme et la logistique.

De plus, les ZES servent d'espaces institutionnels expérimentaux, dans lesquels l'État peut mettre en œuvre des politiques plus libérales vis-à-vis des IDE et du commerce extérieur, tout en testant des modèles d'intégration aux CVM²⁰. Par exemple, le parc industriel de Morowali, dédié à l'acier et au nickel, permet à l'Indonésie de passer d'un simple exportateur de matières premières à un maillon stratégique dans la production de batteries électriques, utilisées dans les véhicules électriques mondiaux.

Notons que tous les spécialistes insistent sur la nécessité d'une cohérence politique pour la réussite de n'importe quelle stratégie adoptée. Les ZES ne peuvent réussir qu'avec un cadre macroéconomique stable, une politique de formation professionnelle cohérente et des infrastructures logistiques performantes.

3- Développement du secteur manufacturier

L'initiative "Making Indonesia 4.0" lancée en 2018 constitue la pierre angulaire de la stratégie de diversification manufacturière, ciblant cinq industries prioritaires : agroalimentaire, textile, automobile, électronique et chimie. Cette politique s'accompagne d'incitations fiscales spécifiques, avec des déductions conséquentes pour les activités de R&D dans ces secteurs avec comme objectifs principaux²¹ :

- Positionner l'Indonésie parmi les 10 premières économies mondiales d'ici 2030.
- Augmenter les dépenses en R&D pour atteindre environ 2 % du PIB.
- Stimuler la compétitivité des petites et moyennes entreprises (PME) grâce à des incitations pour adopter des technologies comme l'intelligence artificielle, l'Internet des objets (IoT), la robotique avancée et l'impression 3D.

Cette politique a eu comme effet corolaire une progression notable de la filière électronique avec l'arrivée de géants comme Samsung, LG ou Schneider Electric. De plus, le taux de pénétration des smartphones, déjà à 70 % en 2020, devrait atteindre 89 % en 2025²². En 2023, 34,6 millions de smartphones ont été livrés malgré une baisse de 1,2 % par rapport à l'année précédente²³. Aussi, dans l'automobile, le marché reste le plus important d'Asie du Sud-Est, même si les ventes ont chuté à 801 000 unités en 2024. En parallèle, l'Indonésie exporte vers plus de 90 pays et investit massivement dans les véhicules électriques (VE) : 2,06 milliards USD en 2024, soit +43 % depuis 2019²⁴.

Les mesures prises dans le secteur manufacturier à aussi pour objectif de développer des capacités locales à travers la politique de "contenu local minimum" (TKDN). Cette politique, instaurée par le gouvernement indonésien, vise à augmenter la proportion de composants locaux utilisés dans les produits manufacturés, avec des exigences passant de 30% à 40% dans l'électronique et jusqu'à 70% dans certains segments de l'industrie automobile²⁵. Cette augmentation tend à réduire la dépendance aux importations et à stimuler la production nationale, tout en renforçant la compétitivité des industries locales.

Pour accompagner cette politique, le gouvernement a mis en place des initiatives pour former les petites et moyennes entreprises (PME) locales. Depuis 2017, plus de 1 200 PME ont bénéficié de ces programmes qui incluent des formations techniques et organisationnelles pour améliorer leur capacité à répondre aux normes industrielles²⁶.

Bien que la part des ressources naturelles dans les exportations indonésiennes a diminué de 65% en 2000 à 38% en 2022, et que la part des produits manufacturés a augmenté de 32% à 51% sur la même période²⁷, néanmoins, les défis persistent, notamment la dépendance continue au charbon (qui représentait encore 14% des exportations en 2022) et la concentration

géographique excessive des activités manufacturières à Java (76% de la production industrielle)²⁸.

4- Innovation et capital humain

Le gouvernement indonésien consacre 20% de son budget total à l'éducation, conformément aux exigences constitutionnelles²⁹. Le programme "Making Indonesia 4.0" aligne aussi le système éducatif sur les besoins industriels modernes, à travers la création de centres de formation en partenariat avec le secteur privé, le renforcement des filières STEM, des incitations fiscales pour la R&D et des bourses pour les études à l'étranger³⁰. L'écosystème d'innovation se développe rapidement, avec plus de 2.500 startups actives en 2023, dont 10 licornes comme GoTo, Bukalapak et Traveloka³¹. De plus, l'infrastructure numérique a été considérablement renforcée par le projet Palapa Ring, un réseau de fibre optique reliant même les îles les plus isolées³².

5- Diversification, modernisation et durabilité dans le secteur agricole

L'Indonésie a adopté une série de mesures stratégiques dans le secteur agricole pour renforcer sa sécurité alimentaire, moderniser ses filières, et maintenir sa place de leader mondial de l'huile de palme tout en répondant aux pressions environnementales internationales. Ces efforts s'articulent principalement autour de trois axes : la diversification des cultures, la modernisation des pratiques agricoles et le développement durable de l'agriculture d'exportation, notamment centrée sur l'huile de palme.

Pour réduire sa dépendance aux importations alimentaires, l'Indonésie a lancé des initiatives visant à diversifier les cultures de base. Le "Food Estate Program" encourage la production de cultures alternatives comme le sorgho, la patate douce et le manioc, particulièrement dans les zones agricoles à faible rendement. Dans cette même logique, les politiques publiques ont été réorientées pour favoriser des aides ciblées à la diversification agricole. Ainsi, depuis 2015, les subventions agricoles ne sont plus généralisées, mais orientées vers des cultures alternatives³³.

Un autre axe important concerne la modernisation des pratiques agricoles. Le programme "One Million Farmers"³⁴, fournit aux petits exploitants des formations techniques et un accès au microcrédit, leur permettant de passer à des cultures à forte valeur ajoutée tout en améliorant leur productivité. En parallèle, l'initiative "Rural Business Development" a permis la création des centres de transformation agroalimentaire, facilitant l'accès des agriculteurs à des marchés

plus rémunérateurs et leur permettant de capter une part plus importante de la valeur ajoutée³⁵

Pour ce qui de la production de l'huile de palme, en tant que plus grand producteur mondial, le pays en tire une part considérable de ses revenus d'exportation. Cette culture est très productive et représente environ 35 % de l'huile végétale mondiale tout en occupant moins de 10 % des terres cultivées dédiées aux oléagineux³⁶. Malgré ces atouts économiques, l'expansion des plantations de palmier à huile soulève de nombreuses critiques. Elle est responsable d'environ 60 % de la déforestation en Indonésie depuis 1973, engendrant d'importantes émissions de gaz à effet de serre et fragmentant les habitats naturels. Les conflits fonciers et l'exploitation des petits producteurs sont également des problématiques sociales majeures³⁷. Pour concilier impératifs économiques et exigences environnementales, l'Indonésie a adopté plusieurs dispositifs en faveur de la durabilité. Le programme "Sustainable Palm Oil Initiative", lancé en 2019, cherche à aligner les pratiques de production avec les standards internationaux comme ceux du RSPO (Roundtable on Sustainable Palm Oil) et de l'ISPO (Indonesian Sustainable Palm Oil). Il vise notamment la certification, la traçabilité des produits et le soutien aux petits producteurs³⁸. Le plan d'action national (RAN-KSB) complète ces efforts en coordonnant les politiques aux niveaux central et local, en intégrant la diplomatie internationale, et en promouvant l'huile de palme comme une source d'énergie renouvelable dans le cadre de la transition énergétique.

6- Lutte contre la corruption et la bureaucratie

Pour faire face à la corruption, l'Indonésie a créé la Komisi Pemberantasan Korupsi (KPK) en 2002. Forte de pouvoirs d'enquête, de poursuite, et d'écoute, cette institution indépendante s'est imposée comme le fer de lance de la lutte contre la corruption dans le pays. Son statut indépendant lui permettait de mener des enquêtes sans ingérence directe du pouvoir exécutif, un facteur clé de son efficacité initiale³⁹. Grâce à une combinaison de poursuites judiciaires, d'opérations de piégeage (OTT) et de campagnes de sensibilisation, la KPK a progressivement gagné la confiance du public.

Parmi ses réalisations majeures, on peut citer des milliers de condamnations réussies, y compris celles de ministres en exercice, de gouverneurs provinciaux, et de hauts fonctionnaires. Cette efficacité judiciaire a eu un effet dissuasif incontestable, renforçant la perception publique que nul n'était au-dessus de la loi. En parallèle, ces succès ont contribué à une amélioration relative de l'indice de perception de la corruption (IPC) de

l'Indonésie au cours des années 2000⁴⁰, même si cette progression est restée modeste.

Pour lutter contre une bureaucratie longtemps considérée comme un frein majeur au développement économique et social du pays, l'Indonésie a entrepris depuis plusieurs années une transformation profonde de son administration. Cette stratégie s'inscrit dans une volonté de modernisation de l'État et d'amélioration du climat des affaires.

Le gouvernement indonésien a lancé en 2014 une réforme administrative ambitieuse sous la présidence de Joko Widodo, communément appelé "Jokowi". Cette réforme visait à simplifier les procédures administratives, réduire les délais de traitement et limiter les opportunités de corruption. Le Economic Policy Package introduit progressivement entre 2015 et 2018 comprenait des mesures spécifiques de dérégulation administrative avec pour objectif d'éliminer les chevauchements réglementaires et de fluidifier les processus bureaucratiques⁴¹

Un élément central de cette transformation a été l'adoption massive du numérique dans l'administration publique. Le programme "Indonesia Smart Nation" a permis la mise en place de plateformes de services publics en ligne, réduisant considérablement les interactions directes avec les fonctionnaires et limitant ainsi les opportunités de corruption⁴². On retrouve aussi, l'Online Single Submission (OSS)⁴³, lancé en 2018, qui a représenté une avancée majeure en centralisant les procédures d'obtention des licences commerciales sur une plateforme unique.

Les réformes récentes incluent aussi le projet "Omnibus Law" de 2020, qui visait à harmoniser plus de 70 lois pour simplifier davantage l'environnement réglementaire, particulièrement pour les investisseurs. Bien que critiquée par certains groupes pour son impact potentiel sur les droits des travailleurs et l'environnement, cette loi a été saluée par la communauté des affaires pour sa contribution à la réduction de la bureaucratie⁴⁴

Les résultats de ces réformes sont tangibles. Le Conseil National des Zones Économiques Spéciales d'Indonésie (DKEK) rapporte que le temps de traitement des investissements dans ces zones a été réduit de 60% entre 2017 et 2023⁴⁵. Le délai moyen pour créer une entreprise en Indonésie est passé de 47 jours en 2013 à 13 jours en 2020⁴⁶. L'indice de perception de la corruption établi par Transparency International montre également une amélioration, l'Indonésie étant

passée du 114ème rang en 2014 au 85ème rang en 2022⁴⁷, témoignant d'une réduction progressive des pratiques corruptives dans l'administration.

7- Intégration et synergies entre les différentes mesures

L'originalité de l'approche indonésienne réside dans l'intégration de ces mesures traditionnellement considérées comme distincts, voire contradictoires. La complémentarité entre ISI et promotion des exportations opère à travers des chaînes de valeur ciblée, où la substitution aux importations est encouragée pour les intrants intermédiaires tandis que l'orientation exportatrice est promue pour les produits finaux⁴⁸. Cette approche permet de construire progressivement des avantages comparatifs dans des secteurs spécifiques. Par exemple, en combinant restrictions à l'exportation de nickel brut, exigences de contenu local pour les véhicules électriques et incitations à l'exportation de batteries, l'Indonésie a créé un écosystème industriel intégré qui attire les investissements étrangers tout en développant les capacités locales⁴⁹. Cette stratégie a attiré des investissements majeurs, notamment de LG Energy Solution, Tesla ou encore CATL.

III. Mesures économiques indonésiennes à appliquer pour l'Algérie

1- Création de parcs industriels :

L'Indonésie compte actuellement plusieurs parcs industriels opérationnels qui ont joué un rôle crucial dans son développement manufacturier. Ces parcs offrent des infrastructures de qualité, des incitations fiscales et un environnement réglementaire favorable. L'Algérie possède également des zones industrielles et d'activité, mais leur développement reste entravé par des obstacles bureaucratiques et des infrastructures insuffisantes⁵⁰. Pour remédier à cette situation, nous recommandons trois types de parcs industriels spécialisés :

A- Parcs automobiles et électroniques

- Développer des usines d'assemblage automobile en facilitant les joint-ventures avec des entreprises internationales, suivant l'exemple du partenariat entre Toyota et des entreprises indonésiennes qui a permis à l'Indonésie de devenir le troisième producteur automobile de l'ASEAN.
- Instaurer des incitations fiscales spécifiques pour attirer des équipementiers et investisseurs, comme l'a fait l'Indonésie avec son programme d'exonération fiscale de 10 ans pour les industries prioritaires.

- Créer un écosystème de production de composants électroniques en s'inspirant du parc industriel de Batam en Indonésie, qui a attiré par exemple des entreprises comme Infineon et Panasonic grâce à des infrastructures spécialisées et un régime douanier favorable.

B- Parcs agro-industriels et exportation agricole

L'agriculture représente 13,1% du PIB algérien en 2023, mais la transformation des produits agricoles reste limitée⁵¹. L'Indonésie, en revanche, a développé une industrie agroalimentaire robuste qui transforme localement les produits agricoles et génère des exportations à haute valeur ajoutée. Pour développer ce secteur, l'Algérie devrait:

- Créer des parcs agro-industriels intégrés dans des régions agricoles stratégiques comme Mitidja, Sétif et Mascara, avec des infrastructures dédiées à la transformation, au conditionnement et à l'exportation des produits agricoles.
- Investir dans des infrastructures modernes de chaîne du froid et de logistique pour réduire les pertes post-récolte, qui atteignent actuellement 30% en Algérie⁵².
- Établir des centres de recherche agricole dans ces parcs pour améliorer les rendements et la qualité des cultures, sur le modèle du Centre indonésien de recherche sur les palmiers qui a contribué à faire de l'Indonésie le premier producteur mondial d'huile de palme.

C- Parcs des énergies renouvelables et biocarburants

L'Algérie dispose d'un potentiel solaire annuel extrêmement conséquent. Pour exploiter ce potentiel, l'Algérie devrait :

- Développer des zones industrielles dédiées aux énergies solaires et aux biocarburants, en s'inspirant du parc éco-industriel de Kendal en Indonésie qui regroupe des entreprises spécialisées dans les technologies vertes.
- Attirer les entreprises spécialisées en hydrogène vert et énergies alternatives en offrant des subventions à la R&D et des tarifs préférentiels pour l'électricité, comme le fait l'Indonésie avec son programme "Making Indonesia 4.0".

- Stimuler la recherche et développement dans le domaine des énergies propres à travers des partenariats université-industrie, sur le modèle du Tech Park de Bandung.

2- Développement de zones économique spéciales :

L'Algérie a commencé à développer des ZES, mais leur impact reste limité. Pour accélérer cette dynamique, nous recommandons :

A- Créer des ZES pour l'industrie manufacturière

L'Algérie devrait créer des ZES dédiées à l'industrie manufacturière dans des zones stratégiques comme Annaba, Oran et Sétif. Ces ZES devraient offrir :

- Des exonérations fiscales à long terme (10-15 ans) pour les entreprises manufacturières exportatrices, similaires au programme indonésien "tax holiday" qui exempte d'impôt sur les sociétés les investisseurs dans les secteurs prioritaires.
- Un accès simplifié aux matières premières à travers des régimes douaniers préférentiels, comme dans la ZES de Batam en Indonésie où les importations de composants pour l'électronique sont exemptées de droits de douane.
- Des infrastructures logistiques modernes connectées aux ports et aéroports, suivant l'exemple de la ZES indonésienne de Sei Mangkei qui dispose d'un terminal portuaire dédié.

B- Créer des ZES pour l'agroalimentaire

Pour valoriser son potentiel agricole, l'Algérie devrait développer des ZES agroalimentaires offrant :

- Des infrastructures spécialisées pour la transformation, le conditionnement et la conservation des produits agricoles.
- Des centres de certification et de contrôle qualité pour faciliter l'accès aux marchés internationaux.
- Des incitations fiscales ciblées pour les entreprises qui transforment les produits agricoles locaux et développent des produits à forte valeur ajoutée.

C- Créer des ZES pour les technologies numériques

L'Algérie espère que son économie numérique représentera entre 5% et 10% de son PIB d'ici 2027-2030⁵³. Pour y arriver, l'Algérie devrait :

- Créer des hubs technologiques sur le modèle de Jakarta Digital Valley, offrant des infrastructures de pointe (connexion internet ultra-rapide, centres de données, etc.) et un écosystème favorable à l'innovation.
- Mettre en place des incitations spécifiques pour les startups dans des domaines comme l'intelligence artificielle, la fintech et l'e-commerce.
- Faciliter l'accès au capital-risque à travers des fonds publics-privés dédiés au financement des startups technologiques.

3- Transformation locale des matières premières

L'expérience indonésienne montre que l'industrialisation doit se concentrer sur la transformation locale des matières premières plutôt que sur leur simple extraction. Pour mettre en place une stratégie efficace de transformation des matières premières locales, l'Algérie devrait investir dans :

- Des installations pétrochimiques modernes pour transformer le gaz naturel en produits à haute valeur ajoutée (plastiques techniques, fertilisants, produits chimiques spécialisés) réduisant ainsi sa dépendance aux importations de produits pétroliers.
- Des usines sidérurgiques intégrées pour transformer le minerai de fer algérien en produits sidérurgiques avancés.
- Des industries de transformation du cuir, du textile et du bois pour créer des produits exportables à forte valeur ajoutée, suivant l'exemple du cluster textile de Bandung.

De plus, afin de maximiser les bénéfices de la transformation locale des matières premières et permettre une création de valeur sur le territoire national, l'Algérie devrait :

- Cartographier et développer des chaînes de valeur complètes dans des secteurs stratégiques comme l'automobile, l'électronique et l'agroalimentaire.

- Encourager l'intégration des PME locales dans ces chaînes de valeur à travers des programmes de développement des fournisseurs, comme le programme indonésien "Local Content Development" qui a permis d'augmenter le taux d'intégration locale dans l'industrie automobile de 30% à 80% en dix ans²³.

- Créer des clusters industriels spécialisés regroupant entreprises, universités et centres de recherche pour stimuler l'innovation et le transfert de technologies.

4- Soutien aux PME

L'expérience indonésienne nous montre aussi l'importance d'un soutien structuré aux PME. Pour faciliter l'accès des PME au financement, l'Algérie devrait :

- Simplifier les procédures d'obtention de crédits bancaires islamiques. En Indonésie, le programme "KUR" (Kredit Usaha Rakyat) a permis de financer des PME avec des procédures simplifiées et des taux d'intérêt bonifiés⁵⁴.

- Développer des fonds de garantie spécifiques pour les startups et PME innovantes, sur le modèle des fonds indonésiens qui offrent des garanties de crédit couvrant une part du montant des prêts pour les startups technologiques.

- Mettre en place des programmes de financement participatif (crowdfunding) et de capital-risque pour les entreprises innovantes, comme la plateforme indonésienne "Modalku" qui finance des prêts aux PME depuis sa création.

Ce soutien aux PME doit aussi s'accompagner de mesures pour stimuler l'innovation et le développement d'industries émergentes. En cela, l'Algérie devrait :

- Soutenir les entreprises spécialisées en intelligence artificielle et technologies vertes à travers des subventions à la R&D et des avantages fiscaux.

- Développer des incubateurs de startups dans les universités, sur le modèle du réseau indonésien "1000 Digital Startups" qui crée des incubateurs universitaires et accompagné plus les startups.

- Créer des programmes de mentorat et d'accompagnement pour les entrepreneurs, à l'image du programme indonésien "Beginner Startup" qui offre formation, coaching et mise en relation avec des investisseurs.

5- Amélioration du climat des affaires et simplification administrative

Par ailleurs, l'Indonésie a considérablement amélioré son environnement des affaires. Cette amélioration résulte de réformes structurelles que l'Algérie pourrait adapter en :

A- Créant des zones franches industrielles avec régimes fiscaux attractifs à travers :

- La création des zones franches industrielles offrant des exonérations fiscales substantielles pour les entreprises exportatrices, similaires aux "Bonded Logistics Centers"⁵⁵ indonésiens qui permettent aux entreprises d'importer, stocker et transformer des marchandises sans payer de droits de douane ni de TVA.
- La mise en place un régime douanier simplifié pour les importations de matières premières et équipements destinés à la production industrielle.
- La réductions d'impôts pour les investissements dans la R&D et l'innovation, comme le programme indonésien "Super Tax Deduction"⁵⁶ qui permet aux entreprises de déduire un certain pourcentage de leurs dépenses de R&D de leur revenu imposable.

B- Réduisant des barrières réglementaires à travers :

- L'assouplissement des réglementations d'implantation des entreprises étrangères, notamment la règle du 51/49 dans certains secteurs.
- La facilitation la création d'entreprises à travers une plateforme électronique unique, sur le modèle du système indonésien "OSS" (Online Single Submission) qui permet de créer une entreprise en moins de 3 jours.
- L'harmonisation et la simplification des procédures administratives à tous les niveaux gouvernementaux pour réduire les délais et les coûts de conformité.

C- Luttant contre la corruption et renforcement de l'État de droit à travers :

- La mise en place d'un guichet unique pour les investisseurs, géré par une agence indépendante dotée de pouvoirs décisionnels étendus, comme l'agence indonésienne BKPM.
- Instituer des procédures d'audit systématique et transparent pour les grands projets industriels, avec publication des résultats.
- Renforcer l'indépendance du système judiciaire pour garantir l'exécution des contrats et la protection des investissements.

6- Mise en place d'une transition numérique :

L'Indonésie est devenue un leader régional de l'économie numérique avec 5 licornes technologiques et un secteur fintech en pleine expansion grâce à une transition numérique bien gérée et un soutien aux startups. L'Algérie pourrait s'inspirer de cette transformation numérique pour stimuler son écosystème numérique en :

- Encourageant le développement des paiements numériques et des banques digitales en adaptant la réglementation bancaire.
- Stimulant les plateformes de commerce électronique à travers des incitations fiscales et un cadre juridique adapté.
- Facilitant l'accès au financement pour les startups technologiques via des fonds d'investissement publics-privés dédiés, sur le modèle du fonds indonésien "MDI Ventures" qui a investi dans plusieurs startups technologiques.

De plus, pour moderniser son infrastructure numérique, l'Algérie devrait :

- Accélérer le déploiement de la 5G et de la fibre optique en simplifiant les procédures d'attribution des licences et en offrant des incitations fiscales aux opérateurs.
- Digitaliser les services administratifs pour simplifier les démarches des entreprises et des citoyens.
- Développer des centres de données de classe mondiale pour attirer les entreprises technologiques internationales, sur le modèle du Jakarta Data Center Hub qui héberge plus de 50 opérateurs internationaux.

7 - Défis que pourraient rencontrer l'Algérie dans l'adoption de certaines mesures

- La rigidité du cadre institutionnel et la résistance au changement dans l'administration publique algérienne.
- La faible diversification des sources de revenus publics, qui limite la capacité d'investissement de l'État dans les infrastructures industrielles.
- Le manque de coordination entre les différentes politiques sectorielles et l'absence d'une vision industrielle cohérente à long terme.

Pour surmonter ces défis, l'Algérie devrait adopter une approche progressive et pragmatique, en commençant par des projets pilotes dans des secteurs et régions stratégiques avant d'étendre les réformes à l'échelle nationale. De plus, le séquençage des réformes est crucial pour leur succès. Nous recommandons la séquence suivante :

1. À court terme (1-2 ans) : Simplification administrative et amélioration du climat des affaires, notamment à travers la digitalisation des procédures administratives et la création d'un guichet unique pour les investisseurs.
2. À moyen terme (2-5 ans) : Développement des infrastructures industrielles (parcs industriels, ZES) et mise en place d'incitations fiscales et financières pour les secteurs prioritaires.
3. À long terme (5-10 ans) : Renforcement des capacités d'innovation et intégration dans les chaînes de valeur mondiale à travers des politiques de soutien à la R&D et aux industries émergentes.

Rappelons que les stratégies industrielles proposées doivent être complétées par :

- Une réforme du système éducatif pour former une main-d'œuvre qualifiée répondant aux besoins des industries prioritaires.
- Une politique monétaire et de change favorable aux exportations et à l'attraction des investissements étrangers.
- Une stratégie énergétique cohérente qui garantit un approvisionnement fiable et compétitif en énergie pour les industries.

Conclusion

L'expérience indonésienne offre des enseignements précieux pour l'Algérie dans sa quête de diversification économique et d'industrialisation. Les axes stratégiques analysés dans cet article constituent un cadre cohérent pour guider les politiques industrielles algériennes.

La mise en œuvre réussie de ces stratégies nécessite une vision à long terme, une coordination efficace entre les différentes parties prenantes et une adaptation aux spécificités du contexte algérien. Si ces conditions sont réunies, l'Algérie pourrait, comme l'Indonésie, transformer sa structure économique et réduire sa dépendance aux hydrocarbures.

La principale leçon de l'expérience indonésienne n'est pas tant l'efficacité de tel ou tel instrument que la cohérence et la complémentarité entre différentes politiques industrielles et commerciales. Cette approche intégrée pourrait offrir des enseignements précieux pour d'autres économies cherchant à se diversifier au-delà de leur dépendance aux ressources naturelles.

Marges et références:

¹ Youcef Benabdallah, "Croissance économique et Dutch disease en Algérie," *Cahiers du CREAD* 22, no. 75 (2006): 9-41.

² A. Gelb, *Diversification de l'économie des pays riches en ressources naturelles* (Washington, DC: FMI, 2010).

³ Hamza Fellag, "La diversification de l'économie : Un chemin d'avenir pour l'Algérie," *Les Cahiers du CREAD* 11, no. 1 (2016): 41-63.

⁴ World Bank. « Algérie », <https://donnees.banquemondiale.org/pays/algérie>

⁵ World Bank. « Indonésie », <https://donnees.banquemondiale.org/pays/indonesie>.

⁶ K. Mahoui et Z. Djoudane, "Les déterminants de la diversification des exportations en Algérie," *Les Cahiers du MECAS* (2021).

⁷ TSA Algérie. 2024. "Montant produits : Le détail des exportations hors hydrocarbures de l'Algérie." TSA Algérie, 22 mars 2024. <https://www.tsa-algerie.com/montant-produits-le-detail-des-exportations-hors-hydrocarbures-de-lalgerie/>.

⁸ Hamza, F. 2021. La diversification de l'économie : Un chemin d'avenir pour l'Algérie. Les Cahiers du CREAD.

⁹ M. Cherbi, *L'intégration économique et les défis de la mondialisation en Algérie* (Monde arabe/Monde musulman, 2017).

¹⁰ H. Aswicahyono et D. Narjoko, "Economic Reform in Indonesia: Achievements and Remaining Challenges," *Asian Economic Papers* 18, no. 2 (2019): 126-148.

¹¹ M. C. Basri et H. Hill, "Making Economic Policy in a Democratic Indonesia," in *Indonesia's Economy: Between Growth and Stability* (Singapore: ISEAS Publishing, 2020), 78-105.

¹² A. Patunru et S. Rahardja, "Trade Protectionism in Indonesia: Bad Times and Bad Policy," *Bulletin of Indonesian Economic Studies* 58, no. 2 (2022): 193-217.

¹³ J. Tijaja et M. Faisal, "Industrial Policy in Indonesia: A Global Value Chain Perspective," *Asian Economic Papers* 18, no. 3 (2019): 88-113.

¹⁴ K. Verico et M. Pangestu, "The Economic Integration of ASEAN+3: A Network Analysis," *Journal of Economic Integration* 36, no. 1 (2021): 39-72.

¹⁵ *ibid*

¹⁶ D. Narjoko et T. Wicaksono, "Mining Resource-Based Industrialization in Indonesia: A Value Chain Analysis," *Resources Policy* 70 (2021): 19-41.

¹⁷ Y. Damuri et D. Christians, "Value Addition Policies and Global Value Chain Integration in Indonesia," *Journal of Southeast Asian Economics* 40, no. 1 (2023): 26-49.

¹⁸ Jeune Afrique, "L'Afrique produit du cacao, l'Indonésie (elle) le transforme," *Jeune Afrique*, 15 décembre 2010, <https://www.jeuneafrique.com/5590/economie-entreprises/l-afrique-produit-du-cacao-l-indon-sie-elle-le-transforme/>.

¹⁹ Agence Ad'Occ, "Indonésie : Investir," *Agence Ad'Occ*, <https://export.agence-adocc.com/fr/fiches-pays/indonesie/investir>.

²⁰ Verico, K., & Pangestu, M. (2021). "The Economic Integration of ASEAN+3".

²¹ Tijaja, J., & Faisal, M. (2019). "Industrial Policy in Indonesia: A Global Value Chain Perspective."

²² Indrawati Putu Khrisna Mahadika, "A Study on Factors Affecting Smartphone Purchase Decisions in Indonesia," *International Journal of Social Science and Human Research* 7, no. 8 (2024): 6165-6171.

²³ IDC, "Indonesia Smartphone Market Fell 1.2% in 2023 with 34.6 Million Units Shipped," International Data Corporation, 2024, <https://www.idc.com/getdoc.jsp?containerId=prAP51894924>.

²⁴ Seven Stones Indonesia, "Indonesia's Automotive Investment Soars to USD 2.06 Billion," 2025, <https://sevenstonesindonesia.com/blog/indonesias-automotive-investment-soars-to-usd-2-06-billion/>.

²⁵ ERIA (Economic Research Institute for ASEAN and East Asia), "Indonesia's Local Content Requirement and WTO Rules," Discussion Paper FY21, 2021, <https://www.eria.org/uploads/media/discussion-papers/FY21/Indonesias-Local-Content-Requirement-WTO-Rules.pdf>.

²⁶ *ibid*

²⁷ Y. Damuri, H. Aswicahyono, et D. Christian, "Indonesia's Export Diversification: Progress and Challenges," *Journal of Southeast Asian Economics* 40, no. 1 (2023): 26-49.

²⁸ M. C. Basri et A. Patunru, "Economic Diversification in Indonesia: Achievements and Unfinished Agenda," *Bulletin of Indonesian Economic Studies* 59, no. 1 (2023): 1-28.

²⁹ Nanang Martono, Aline Henninger, et Émilie Ponceaud, "La réduction des inégalités de genre dans l'éducation en Indonésie à « l'ère des réformes »,» *Les Cahiers d'Outre-Mer* 276 (2017): 177-188.

³⁰ Anastasia Sylvia, "Southeast Asian Ministers of Education Organization (SEAMEO)'s Role in Digitalisation for Vocational Education Development: A Comparative Analysis of Indonesia and Thailand" (thèse de doctorat, Chulalongkorn University, 2022), <https://digital.car.chula.ac.th/chulaetd/5911>.

³¹ Shinta Winasis et A. A. B. Dinariyana, "Sustainable Startups: The Game Changing Role of Enterprise Resource Planning," *JMBI UNSRAT (Jurnal Ilmiah Manajemen Bisnis dan Inovasi Universitas Sam Ratulangi)* 11, no. 3 (2024): 1866-1880.

³² Clarice Handoko et Zhang Xuyao, "Case Study on The Palapa Ring Project: Prospects for Sub-National Competitiveness," Research Paper no. 13-2021, Asia Competitiveness Institute Research Paper Series, juillet 2021.

³³ Sigit Marwanto et Ferdi Pangestu, "Food Estate Program in Central Kalimantan Province as an Integrated and Sustainable Solution for Food Security in Indonesia," in *IOP Conference Series: Earth and Environmental Science* 794, no. 1 (2021): 01-20.

³⁴ J. Neilson et J. Wright, "The State and Food Security Discourses of Indonesia: Feeding the Bangsa," *Geographical Research* 55, no. 2 (2017): 131-143.

³⁵ Ernan Rustiadi et al., "Regional Development, Rural Transformation, and Land Use/Cover Changes in a Fast-Growing Oil Palm Region: The Case of Jambi Province, Indonesia," *Land* 12, no. 5 (2023): 10-59.

³⁶ Patrick O'Reilly et Helena Varkkey, "Palm Oil Governance in Different Locations," *International Review of Modern Sociology* 46, no. 1/2 (2020): 1-17.

³⁷ *ibid*

³⁸ *ibid*

³⁹ Leo Agustino et al., "Corruption Eradication in Indonesia: The Experience of The Corruption Eradication Commission (KPK)," *Journal of Governance* 6, no. 2 (2021): 231-243..

-
- ⁴⁰ Alfian A. Manupapami et Donny Eddy Sam Karauwan, "Evaluation of the Performance of the Corruption Eradication Commission (KPK) in Tackling Corruption in the Public Sector" (2024).
- ⁴¹ Roos Kities Andadari, Chris Manning, et Arianto A. Patunru, *Indonesia in the New World: Globalisation, Nationalism and Sovereignty* (Singapore: ISEAS–Yusof Ishak Institute, 2017).
- ⁴² F. Fahmi, H. Pranoto, et M. S. Lubis, "Smart Nation Initiative: Strategy and Implementation," in *IOP Conference Series: Materials Science and Engineering* 648, no. 1 (2019): 20-43.
- ⁴³ Desni Maharani Saragih, T. Sabrina, et Agus Purwoko, "The Influence of Easy Business Licensing Through the Implementation of Online Single Submission (OSS) Applications on Increasing Investment in North Sumatra Province (Mid Large Scale Industrial Sector)," *International Journal of Science, Technology & Management* 5, no. 1 (2024): 25-32.
- ⁴⁴ OCDE, "Economic Survey of Indonesia," Organisation de coopération et de développement économiques, 2022, <https://www.oecd.org/economy/indonesia-economic-snapshot/>.
- ⁴⁵ DKEK (Dewan Kawasan Ekonomi Khusus), "Investment Realization in SEZs 2014–2023," National Council for Special Economic Zones, 2023, <https://dkek.go.id/publications>.
- ⁴⁶ Banque mondiale, *Doing Business 2020: Comparing Business Regulation in 190 Economies* (Washington, DC: World Bank Group, 2020), <https://www.doingbusiness.org/en/reports/global-reports/doing-business-2020>.
- ⁴⁷ Transparency International, "Corruption Perceptions Index 2022," 2022, <https://www.transparency.org/en/cpi/2022>.
- ⁴⁸ T. Tambunan, "Industrialization and Economic Development in Indonesia: Past, Present, and Future," *Journal of Indonesian Economy and Business* 30, no. 1 (2015): 19-41.
- ⁴⁹ H. Aswicahyono et H. Hill, "Indonesia's Industrial Development: Progress and Challenges," *Bulletin of Indonesian Economic Studies* 58, no. 1 (2022): 7-39.
- ⁵⁰ Esma Meza et Mohamed Foura, "L'impact des zones industrielles et zones d'activités dans la wilaya de Constantine" (thèse de doctorat, Université Constantine 3 Salah Boubnider, Faculté d'architecture et d'urbanisme, 2023).
- ⁵¹ Banque mondiale, "Valeur ajoutée brute, secteur agricole (% du PIB) – Algérie," consulté le 8 avril 2025, <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NV.AGR.TOTL.ZS?locations=DZ>.
- ⁵² Maghreb Émergent, "Industrie agroalimentaire : Jusqu'à 40 % des récoltes perdues faute d'infrastructures," consulté le 8 avril 2025, <https://maghrebemergent.news/fr/industrie-agroalimentaire-jusqua-40-des-recoltes-perdues-faute-dinfrastructures/>.
- ⁵³ La Nouvelle République, "L'Algérie doit bâtir une économie numérique estimée entre 5 et 10 % du PIB national," 17 septembre 2024, <https://www.lnr-dz.com/2024/09/17/lalgerie-doit-batir-une-economie-numerique-estimee-entre-5-et-10-du-pib-national/>.
- ⁵⁴ Reza Yamora Siregar et al., "Economic Impact of Kredit Usaha Rakyat (KUR)," *Indonesia Financial Group (IFG) Progress Economic Bulletin*, Issue 50, 26 juillet 2024, https://ifgprogress.id/wp-content/uploads/2024/07/Final-Draft_Economic-Bulletin-Issue-50-KUR-1.pdf.
- ⁵⁵ Sri Yanthy Yosepha et al., "Strategy to Increasing Country's Economic Growth With a Bonded Zone Logistic Center and Free Trade," *Greenation International Journal of Economics and Accounting* 2, no. 2 (2024): 172-183.
- ⁵⁶ Kalyana Mitta Kristanti et Prianto Budi Saptono, "Evaluation of the Super Tax Deduction Policy on Research and Development Activities in Indonesia," *Journal of Governance, Taxation and Auditing* 2, no. 3 (2024): 153-167.